

Regards sur la population de l'Europe du Sud-Est

Viewpoints on Population in South-East Europe

Édition préparée par : Byron Kotzamanis et Alain Parant

Athens, Demobalk 2018

ISBN : 978-618-83808-0-6

SOMMAIRE

Avant-propos	
<i>Byron KOTZAMANIS, Alain PARANT</i>	7
Questions de mesure	
Nommer pour compter, compter pour mesurer, mesurer pour comprendre, comprendre pour agir. De l'usage des statistiques en Grèce	
<i>Byron KOTZAMANIS</i>	13
État des lieux des statistiques démographiques de la Grèce au niveau national et infranational (>1940)	
<i>Byron KOTZAMANIS</i>	33
Apport démographique de l'immigration : questions de méthode	
<i>Michèle TRIBALAT</i>	55
Étudier la mobilité résidentielle interne avec les micro-données de recensements diffusées par IPUMS	
<i>Claire KERSUZAN, Christophe BERGOUIGNAN</i>	73
.....	87
La mobilité : tentative d'évaluation des différentiels d'intensité dans l'espace grec	
<i>Marie-Noëlle DUQUENNE, Stamatina KAKLAMANI</i>	105
.....	
Dynamique spatiale dans les régions albanaises. Programme de développement des statistiques démographiques	
<i>Philippe WANNER, Mathias LERCH, Emira GALANXHI</i>	115
Impacts théoriques de l'échelle d'analyse et de la proportion de la population étudiée sur les mesures de regroupements spatiaux. Applications pratiques à la région d'Athènes	
<i>Aurélien DASRE</i>	
Conjoncture démographique des Balkans	
The Western Balkans : a Europe demographically different and diverse	
<i>Byron KOTZAMANIS, Alain PARANT</i>	131
La transition de la structure par âge dans les Balkans	
<i>Maria CARELLA, Alain PARANT</i>	141
Les Balkans face au défi du vieillissement démographique	
<i>Khalid ELJIM, Alain PARANT</i>	155
Vieillissement démographique en Turquie : disparités régionales, tendances et perspectives	
<i>Ceren INAN</i>	173

Adverse sex ratio at birth in Southeast Europe <i>Christophe GUILMOTO</i>	195
Crises et conflits des années 1990 et 2000 dans les Balkans et évolution de la structure ethnique des populations <i>Goran PENEV</i>	211
L'homogamie : tendances récentes dans les pays de l'ex-Yougoslavie <i>Snjezana MRDJEN</i>	233
La fécondité en Grèce : tendances lourdes et ruptures <i>Byron KOTZAMANIS, Jean-Paul SARDON</i>	253
Recent mortality developments in Greece at national and regional level <i>Konstantinos N. ZAFEIRIS, Anastasia KOSTAKI, Byron KOTZAMANIS, Aspasia TSONI</i>	277
International migration in Greece during the last decades: inversion of tendencies and refugees waves <i>Byron KOTZAMANIS, Dimitris KARKANIS</i>	299

Populations et territoires

Migrations internes et urbanisation en Albanie : de l'équilibre régional imposé à la métropole inéluctable <i>Alain Jarne, Martin SCHULER</i>	313
Le peuplement de la Croatie : tendances lourdes et perspectives <i>Snjezana MRDJEN</i>	327
La Grèce : une mosaïque de vides et de trop-pleins démographiques <i>Byron KOTZAMANIS</i>	345
La population des îles de la Grèce <i>Pierre SINTES</i>	367

Autres regards

Les nouveaux Balkans face à la postmodernité politique <i>Slobodan MILACIC</i>	385
Les Balkans occidentaux et leur intégration européenne <i>Jean-François DREVET</i>	395
Gestion de l'eau dans un contexte de peuplement inégal de l'espace <i>Alexandre TAITHE</i>	403

Nommer pour compter, compter pour mesurer, mesurer pour comprendre, comprendre pour agir. De l'usage des statistiques en Grèce

Byron Kotzamanis

La collecte des données sur la population repose sur 3 critères : l'inscription au registre d'état civil, la présence de l'individu le jour du recensement dans l'une des unités territoriales et la résidence habituelle dans l'une de ces unités. Ces critères ont donné naissance à 3 concepts différents de population : légale, présente et résidente. Toutefois, jusqu'en 1991, l'office statistique ne traitait et ne diffusait que les données relatives à la population présente, les données d'état civil étant collectées, traitées et diffusées aussi bien au lieu de déclaration qu'au lieu de résidence.

À l'échelle nationale, le choix pour une définition de population plutôt que pour une autre n'a guère d'incidence pour l'étude de l'évolution démographique et des composantes du renouvellement. Toutefois, au niveau infrarégional, de multiples problèmes émergent.

L'objet de la présente communication est double :

a) présenter et commenter le ratio population présente/population résidente au niveau infrarégional lors des recensements de 1991 et 2001.

b) analyser les problèmes associés à l'utilisation du concept de population présente pour le calcul de quelques indices au niveau. Ces indices, au même titre que la taille de la population, sont à l'origine des analyses qui fondent, entre autres, les décisions en matière de planification sectorielle et/ou spatiale ainsi que la répartition des dotations de l'État aux collectivités locales.

État des lieux des statistiques démographiques de la Grèce aux niveaux national et infranational (>1940)

Byron Kotzamanis

Ce texte consiste en une présentation synthétique, critique et commentée des données sur la population et l'état civil, disponibles en Grèce aux niveaux national et infranational (1940-2014). Le premier objectif est de présenter un tableau d'ensemble détaillé portant sur la disponibilité des données pour les diverses divisions administratives, portant tout autant sur la population (recensement, estimations intercensitaires) que sur les événements démographiques de base (naissances, décès, mariages). Le deuxième est d'attirer l'attention des usagers de ces statistiques, plus particulièrement, des usagers ne communiquant pas en Grec, sur les difficultés auxquelles ils pourraient être confrontés dans la constitution de séries chronologiques longues, compte tenu des changements de définitions opérés entre 1940 et 2014.

La mobilité : tentatives d'évaluation des différentiels d'intensité dans l'espace grec

Marie-Noëlle Duquenne, Stamatina Kaklamani

L'intensification des mobilités quotidiennes dans le cadre du travail, régulières entre résidence principale et résidence secondaire ou liées à l'arrivée de population étrangère, est un phénomène de plus en plus observé en Europe. Si la Grèce n'échappe pas à ce processus, il semble néanmoins que l'intensité des mobilités présente des divergences relativement fortes, non seulement d'une région à l'autre mais également à l'échelle infrarégionale. Les diverses formes de mobilité mettent en avant des mutations dans l'organisation et le fonctionnement des territoires, spécialement dans les zones rurales polarisées par un centre urbain de taille modeste, tandis que l'extension de l'espace de vie des individus pourrait contribuer à un certain renouveau économique et, par voie de conséquence, démographique de ces « petits » territoires ou plus exactement entités territoriales géographiques et/ou socioculturelles.

Pour aborder ces diverses mutations, il est nécessaire de procéder à une évaluation des formes de mobilité et de leur intensité relative, laquelle est largement conditionnée par l'échelle spatiale retenue. L'objectif du présent travail est donc, à partir des données de recensement qui permettent d'aborder les phénomènes de mobilité à l'échelle des unités administratives locales (LAU1), de proposer une méthode d'évaluation de ces mobilités au travers d'indicateurs appropriés. Cette méthode prend en compte les effets spatiaux pouvant perturber les mesures de la mobilité, à savoir l'absence d'indépendance entre les observations géographiques et la différenciation des variables reflétant la non homogénéité des comportements dans l'espace.

Les Balkans occidentaux : une Europe démographiquement différente diverse
Byron Kotzamanis, Alain Parant

Les Balkans de l'Ouest ne se sont guère distingués au plan démographique durant la première moitié du xx^e siècle, dans une zone s'étendant de la Baltique à la péninsule ibérique, caractérisée par une fécondité plus élevée et une mortalité plus précoce que dans les parties ouest et nord du continent européen. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de profonds changements sont intervenus.

Nonobstant les effets des conflits et crises, le calendrier de la mortalité s'est partout allongé, sans que toutefois le rattrapage s'opère, Grèce exceptée, avec les pays européens les plus avancés. La tendance a été identiquement générale au déclin de la fécondité et à des maternités plus tardives. Hormis au Kosovo, la baisse de la fécondité est telle que le strict remplacement des générations de femmes en âge de procréer n'est plus garanti, de fortes différences subsistant cependant entre les aires de peuplement albano-musulman (Albanie, Kosovo, une partie de l'ARYM et de la Serbie) et les autres. Si le mariage s'avère toujours plus fréquent et précoce dans les Balkans occidentaux que dans la moyenne des autres régions européennes, la tendance n'en est pas moins nette à une baisse d'intensité et à un allongement du calendrier, cette double tendance s'intensifiant depuis 1990 et s'accompagnant d'une augmentation de la divortialité.

Le maelstrom migratoire, inhérent aux conflits armés et aux crises, surajoutant ses effets depuis un quart de siècle, les Balkans de l'Ouest connaissent une grave crise démographique. Non seulement, le déclin des effectifs est quasi général, le Monténégro et l'ARYM étant les seuls États à enregistrer aujourd'hui des gains de population, mais le vieillissement progresse très rapidement.

La fécondité en Grèce : tendances lourdes et ruptures

Byron Kotzamanis, Jean-Paul Sardon

Dans l'espace sud européen, la Grèce se caractérise par une transition démographique tardive, entamée à la fin du xix^e siècle. De la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1970, elle fut considérée comme un cas particulier et atypique car sa fécondité du moment semblait assurer le « remplacement » des générations quand, dans la grande majorité des pays européens de l'Ouest, l'indice accusait une baisse rapide pour se stabiliser largement au-dessous de 2,1 enfants/femme.

Amorcé au début des années 1980, le déclin n'en conduisit pas moins la Grèce dans le groupe des pays à fécondité la plus basse au monde. Le léger rebond observé au cours de la décennie 2000 cessa en 2010, avec l'émergence de la crise. L'analyse longitudinale, menée conjointement à l'analyse conjoncturelle, permet de dresser un bilan moins flatteur. Dégagée de l'influence du calendrier, l'analyse longitudinale révèle en effet que les cohortes de femmes nées depuis la fin de la guerre n'assurent pas leur remplacement, l'écart avec le seuil requis étant d'autant plus marqué que les cohortes sont plus jeunes.

La Grèce qui n'a pas de politique familiale et ne dispose pas d'un système de sécurité sociale assurant une véritable protection, subit depuis 8 ans une crise profonde et très loin d'être résorbée. Si l'impact de cette crise sur le calendrier est plus qu'évident, on ne peut pas exclure son influence sur la descendance finale des plus jeunes générations en âge de procréer. En effet, la Grèce semble durablement installée dans une phase de fécondité très inférieure au niveau de remplacement, ce qui entraînera à terme une diminution de la population et surtout une forte accentuation de son vieillissement.

• Les évolutions récentes de la mortalité en Grèce aux niveaux national et régional

• *Konstantinos N. Zafeiris, Anastasia Kostaki, Byron Kotzamanis, Aspasia Tsoni*

Cet article consiste en une analyse de l'évolution de la mortalité dans les premières années du xx^e siècle en Grèce aux niveaux national et infranational (NUTS 1 ; grandes régions selon le système de classification européen). L'analyse est fondée sur des tables de survie par sexe et âge et, plus particulièrement, sur les espérances de vie à la naissance et à divers âges dont on a décomposé la progression dans le temps. Une procédure d'ajustement a d'abord été appliquée sur la série des probabilités de décès des tables complètes de survie, suivie par une étude du soubresaut de la mortalité du aux accidents de la route (« accident hump »). L'âge modal au décès a servi comme estimateur de la distribution des décès selon l'âge alors que les C-indicateurs ont été utilisés comme estimateurs pour l'étude de la compression de la mortalité. Les résultats de ce travail laissent voir : d'une part, l'existence de gains significatifs de l'espérance de vie au cours des quinze dernières années et l'interruption de sa baisse dans les toutes dernières années ; d'autre part, la persistance d'écart relativement importants entre les grandes régions du pays.

Migrations internationales en Grèce au cours des dernières décennies : inversion des tendances et vagues de réfugiés

Byron Kotzamanis, Dimitris Karkanis

Au cours de son histoire, la Grèce n'a pas cessé d'être simultanément une terre d'attraction et de répulsion, au sein d'un ensemble beaucoup plus vaste - le monde méditerranéen - où les flux et reflux migratoires sont parmi les plus intenses du monde. Les années 1980 constituent toutefois des années charnières et la Grèce commence à faire face progressivement à un mouvement d'une ampleur jamais vue, aboutissant à la multiplication par 5 de la population étrangère entre 1991 et 2011, cette croissance tenant très largement à une immigration extracommunautaire.

La décennie 2000 voit toutefois un tassement progressif des entrées européennes extracommunautaires et l'accroissement des entrées en provenance d'Asie et, plus marginalement, d'Afrique. Ensuite, à partir des années 2010, le pays traverse une récession profonde, la plus grave enregistrée depuis un siècle dans les pays développés. Dès 2010, les soldes migratoires s'inversent et deviennent négatifs (- 250 000 pour la période quinquennale 2011-2015).

La Grèce n'est plus attractive pour les migrants économiques venant des pays moins développés, et elle ne l'est pas davantage pour les centaines de milliers de réfugiés qui affluent après 2014. Elle se transforme en pays de transit pour un nombre important de ceux-ci - en majorité originaires d'Irak, de Syrie et d'Afghanistan - désirant rejoindre à tout prix les pays européens du nord. La situation se détériore après la fermeture de la « route des Balkans », et, en dépit de la baisse des entrées durant les deux dernières années, le pays est confronté à une situation difficile, obligé de gérer deux crises : la crise économique et la crise des réfugiés.

La Grèce : une mosaïque de vides et de trop-pleins démographiques

• Byron Kotzamanis

En Grèce, le jeu combiné des facteurs démographiques a abouti à des inflexions et des ruptures significatives depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Pendant cette période, la croissance démographique grecque s'est faite au détriment des campagnes et au profit des zones urbaines (et, plus particulièrement, de celles d'Athènes et de Thessalonique), alors que les politiques d'aménagement du territoire et de décentralisation ont complètement échoué. Il s'est ainsi constitué progressivement un axe sud-ouest/nord-est qui concentre désormais la population et la croissance, alors que les montagnes et le nord et le centre de la partie continentale se sont progressivement vidés, à l'exception de quelques pôles ruraux qui, bénéficiant d'une relative proximité à un centre urbain régional et/ou à une zone touristique, parviennent à maintenir leur population. L'évolution du peuplement entre 1951 et 2011 permet de dégager 3 types de régions/évolutions : i) les deux espaces métropolitains et un nombre limité de grandes agglomérations, ii) les campagnes vivant encore grâce à la vitalité de bourgs entourés de plus en plus de communes en perte de dynamisme et iii) les campagnes en perte de vitesse, avec des communes très peu peuplées et vieillies.

Apport démographique de l'immigration : questions de méthode

• Michèle Tribalat

L'estimation de l'apport démographique de l'immigration étrangère essaie de répondre à la question : quelle aurait été l'évolution démographique d'un pays en l'absence d'immigration étrangère sur une période donnée ? Cet apport démographique n'est pas composé de personnes réelles que l'on pourrait dénombrer lors d'une enquête mais de leur équivalent numérique. Son estimation se distingue en cela de celle de la population d'origine étrangère qui, elle, est composée de personnes réelles. L'apport démographique peut être calculé sur une période passée ou à venir. C'est la somme des immigrés entrés depuis le début de la période et encore présents à la fin et de leurs descendants qui n'auraient pas vu le jour en l'absence d'immigration étrangère. Peu de démographes ont tenté d'estimer cet apport démographique en distinguant plusieurs périodes d'immigration. Sans surprise, c'est dans les vieux pays d'immigration - États-Unis, Canada, France - que de telles estimations ont eu lieu. Différentes méthodes, prospectives ou rétrospectives, sont envisagées à partir d'études de cas dans ces trois pays et dans l'Union européenne. Dans tous les cas, la longueur de la période de référence et le type de données disponibles jouent un rôle majeur dans la formulation de la question et dans les choix méthodologiques.

Étudier la mobilité résidentielle interne avec les micro-données de recensement diffusées par IPUMS •

Claire Kersuzan, Christophe Bergouignan

Ce texte a pour objectif d'évaluer la capacité des données censitaires diffusées dans le cadre du projet Integrated Public Use Microdata Series (IPUMS) à fournir des éléments d'analyse des mobilités résidentielles dans les pays des Balkans pour lesquelles elles sont proposées (Grèce et Roumanie). Cette évaluation s'appuie tout d'abord sur des considérations d'ordre général quant à la qualité et à la pertinence des informations collectées par les recensements (résidence courante, lieu de naissance, résidence antérieure et/ou date du dernier déménagement) quant à la mobilité résidentielle. Les données françaises, pour lesquelles on dispose d'une expérience plus large, permettent de proposer un cadre d'évaluation en termes de biais possibles et de méthodes de mise en évidence des biais. L'évaluation s'appuie ensuite sur les spécificités des formes que prend la collecte des données censitaires destinées à mesurer la mobilité résidentielle dans les deux pays balkaniques considérés. Il s'agit d'examiner la nature des questions posées, qui diffèrent en Grèce et en Roumanie, l'impact des changements de nomenclature géographique et les spécificités d'organisation de la collecte, qui en Grèce ont un impact sur la localisation des personnes par le recensement. L'évaluation s'appuie enfin sur les informations effectivement fournies au projet IPUMS par les offices statistiques nationaux, notamment en matière de précision géographique des localisations (courante ou antérieure). Les limites constatées ne conduisent pas à rejeter en bloc le recours aux micro-données diffusées par le projet IPUMS pour analyser la mobilité résidentielle en Grèce et en Roumanie. Elles s'avèrent toutefois plus adaptées à une analyse exploratoire des facteurs de déménagement entre grands types d'espace qu'à une mesure de la contribution des flux de mobilité résidentielle à la dynamique des populations locales. Ces limites semblent plus importantes en Roumanie qu'en Grèce où les types d'espace associés à la mobilité résidentielle peuvent être construits avec davantage de précision.

Dynamique spatiale dans les régions albanaises. Programme de développement des statistiques démographiques •

Philippe Wanner, Mathias Lerch, Emira Galanxhi

L'Albanie a connu d'importantes transformations démographiques depuis 1991, une année marquée par les premières élections multipartites. Un cinquième approximativement de la population a quitté le pays pour se rendre, le plus souvent, dans deux des pays limitrophes, l'Italie et la Grèce. Ces migrations internationales ont été accompagnées de très importants flux migratoires internes entre les régions périphériques de montagne d'une part, les centres urbains (principalement Tirana) et les grands centres portuaires d'autre part. Les migrations internes ont non seulement contribué à façonner la structure démographique de l'Albanie et de ses préfectures, mais ont aussi modifié, du fait de l'urbanisation qui en a résulté, les modes de vie et les comportements reproductifs des Albanais.

La transition économique et politique des années 1990 et le passage progressif à une économie de marché ont rendu nécessaire le recueil de statistiques démographiques détaillées. Progressivement, l'Albanie a élaboré un système de données démographiques, mais ce système n'est encore que très partiellement adapté aux exigences de la planification.

Impacts théoriques de l'échelle d'analyse et de la proportion de la population étudiée sur les mesures de regroupements spatiaux. Applications pratiques à la région d'Athènes

Aurélien Dasre

Un certain nombre d'indices statistiques permettent la mesure du regroupement spatial des populations. Deux sont particulièrement représentés dans la littérature scientifique : l'indice de ségrégation (IS) proposé par Duncan et l'indice d'entropie de Theil.

À partir d'un modèle de micro simulation, l'impact que pouvait avoir la proportion du groupe d'étude sur ces deux indices a été testé. Les résultats démontrent que, toutes choses égales par ailleurs, l'entropie prend des valeurs d'autant plus fortes que la proportion du groupe d'étude s'approche de 50 %. Cette propriété tend donc à limiter, dans une certaine mesure, son utilisation dans le cadre d'analyses comparatives ; a contrario l'indice de ségrégation est lui insensible à la proportion de la population étudiée.

La présentation propose ensuite une méthode de décomposition de l'IS permettant de quantifier l'impact des différentes échelles géographiques dans l'intensité de regroupement calculée toutes échelles confondues. Appliquée à des données portant sur la région d'Athènes, cette méthodologie a notamment permis de démontrer que si le regroupement des individus peu diplômés s'opère à un niveau géographique large (les départements), le regroupement des plus diplômés est, pour sa part, lié à deux niveaux géographiques distincts : les départements et les municipalités. Les conclusions tirées de cet exemple empirique invitent donc à privilégier une approche combinant différentes échelles géographiques dans toute étude relative au regroupement spatial des populations.

La transition de la structure par âge dans les Balkans

•Maria Carella, Alain Parant

La fenêtre démographique identifie le délai durant lequel les pays peuvent maximiser les avantages de l'évolution favorable de la structure par âge de leur population. Le travail réalisé a pour ambition de repérer les éventuelles périodes d'ouverture et de fermeture de la fenêtre démographique, ainsi que la durée de celle-ci pour l'ensemble des pays des Balkans sur la période 1950-2015, avec une extension à l'horizon 2100 ; en se fondant pour ce faire sur les approches les plus couramment privilégiées du concept.

La première partie de l'article est consacrée à l'analyse du processus de transition et de transformation de la structure par âge des populations des pays considérés. La seconde partie consiste en un repérage des périodes d'ouverture et de fermeture de la fenêtre démographique. L'essai de typologie des pays par durée, intensité et époque d'accomplissement de la fenêtre démographique, auquel ce repérage conduit, s'articule sur les estimations (période 1950-2015) et les projections de population (période 2015-2100) établies par les Nations unies (révision 2015), les variantes haute et basse de ces projections ayant été arbitrairement choisies de façon à donner une mesure la plus large possible de l'incertitude.

Les Balkans face au défi du vieillissement démographique

*** Khalid Eljim, Alain Parant**

En relation avec un déclin général marqué de la fécondité, un allongement des durées de vie moyenne et une balance migratoire peu ou prou négative, les pays des Balkans sont confrontés à un vieillissement marqué de leur population ; un vieillissement appelé à se renforcer au cours des prochaines décennies.

Pour l'Albanie, la Bosnie-et-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la Grèce, l'ancienne république yougoslave de Macédoine (ARYM), le Monténégro, la Roumanie et la Serbie, une étude a été menée pour apprécier l'impact du seul vieillissement démographique (effet propre) sur les systèmes de protection sociale et, plus particulièrement, les systèmes de retraite.

En se fondant sur les perspectives démographiques élaborées par la Division de la Population des Nations unies (révision 2015), les simulations opérées mettent en évidence que, pour compenser le vieillissement futur de leurs populations respectives, les pays considérés devront très fortement augmenter le taux de la cotisation vieillesse prélevée sur les actifs ; l'augmentation du taux de la cotisation vieillesse ne constituant pas la seule action envisageable, mais n'étant pas forcément la plus délicate à instaurer. Si les simulations permettent d'affirmer que la Serbie et le Monténégro sont des pays où le vieillissement devrait le plus faiblement faire sentir ses effets, elles montrent également dans quelle situation extrêmement difficile pourraient très rapidement se trouver l'Albanie et ARYM ; la situation des autres pays étant à peine moins critique.

Viellissement démographique en Turquie : disparités régionales, tendances et perspectives

• *Ceren Inan*

En Turquie, les tendances démographiques nationales masquent une forte hétérogénéité spatiale entre l'Est et l'Ouest du pays ; plus particulièrement, en matière de fécondité et de mobilité des personnes. Toute étude de l'évolution de la population de la Turquie nécessite en conséquence une approche et une décomposition régionales des tendances à l'œuvre, complémentaire de la prise en compte de la dualité urbain/rural.

Cette étude du vieillissement démographique de la Turquie sur la période 2010-2060 propose une telle décomposition, fondée sur le découpage Nuts 1 d'Eurostat.

Les simulations dessinent pour toutes les régions un avenir de fort vieillissement démographique. Le phénomène devrait moins affecter les régions de l'Est que les régions de l'Ouest, plus particulièrement celle d'Istanbul, qui doivent leurs structures par âge plus jeunes à l'immigration de la période 1980-2010. Une caractéristique toutefois des mouvements migratoires interrégionaux en Turquie est qu'ils s'accompagnent du maintien de liens, dans certains cas relativement forts, avec la région d'origine et induisent des migrations de retour très fréquentes. Que ces liens viennent à s'affaiblir ou à ne motiver que des retours d'adultes vieillissants et de personnes âgées et les régions situées à l'Est pourraient alors connaître un vieillissement plus intense.

Ratio sexuel défavorable à la naissance en Europe du Sud-Est

• *Christophe Z. Guilmoto*

Les déséquilibres de sexe à la naissance ont été étudiés depuis longtemps en Asie et les cas de la Chine et de l'Inde examinés dans un grand détail. En Europe orientale, on a également observé un surplus de naissances masculines depuis 1991 dans les pays au sud du Caucase. Ce texte résume l'état des connaissances statistiques sur les Balkans occidentaux et met en évidence des déséquilibres durables au détriment des filles dans un certain nombre de pays situés autour de l'Albanie. Nous passons en revue différents pays issus de l'ancienne Yougoslavie ainsi que l'Albanie. Nous utilisons pour ce faire à la fois les données relatives à l'enregistrement des naissances et les distributions par âge et sexe du recensement. Diverses études plus qualitatives sont également utilisées.

Le rapport de masculinité des naissances selon l'état civil est excessivement élevé en Albanie, ainsi qu'au Kosovo et au Monténégro, tandis que le déséquilibre est moins prononcé en Macédoine (sans doute en raison de sa diversité de peuplement). Les chiffres du recensement, quand ils sont disponibles, tendent à confirmer le surplus de naissances masculines identifié par l'état civil. Il s'agit visiblement d'un déséquilibre continu et des recherches qualitatives ont démontré qu'il était lié au désir d'avoir des garçons et au recours à l'avortement sélectif. Cette préférence pour les garçons est profondément ancrée dans des systèmes familiaux patrilinéaires typiques de cette région d'Europe et ce sexisme s'est exprimé historiquement par différents phénomènes démographiques tels que la surmortalité féminine dans l'enfance, les préférences de fécondité en fonction de la composition par sexe de la famille et la sélection prénatale. Cette analyse dessine les contours d'une zone d'influence albanaise qui se distingue du reste des Balkans occidentaux. Dans les autres républiques de l'ex-Yougoslavie, les hausses de la masculinité des naissances sont en effet de tailles plus modestes et éphémères, mais elles correspondent souvent à des années importantes du conflit des années 1990.

Crises et conflits des années 1990 et 2000 dans les Balkans et évolution de la structure ethnique des populations

Goran Penev

À la fin du 20^e siècle, les Balkans ont été le théâtre d'événements sans précédent en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Guerres avec des millions de réfugiés, chute de régimes politiques, changements de systèmes économiques ; des événements qui ont tous directement altéré les processus et les structures démographiques et, plus particulièrement, les structures ethniques.

L'évolution de la taille d'un groupe ethnique dépend de sa natalité, de sa mortalité et du solde des échanges avec les autres groupes, mais elle dépend également des changements dans la déclaration d'appartenance ethnique, de l'émergence de nouveaux groupes et des changements de nom des groupes existants. En dépit de progrès notables dans la couverture statistique de la structure ethnique des populations, il est encore impossible de donner une image ethnique complète des Balkans. Sur la base des résultats disponibles des différents recensements réalisés dans la région au cours des années 1990 et 2000, celle-ci paraît cependant très contrastée. En Croatie, l'homogénéisation est perceptible. En Macédoine, en Albanie, en Grèce et au Monténégro, une certaine hétérogénéité, réelle ou plus ou moins virtuelle, peut être observée. La Bosnie-et-Herzégovine et la Serbie sont des cas particuliers ; si leurs structures ethniques respectives semblent encore globalement très hétérogènes, celles des entités ou provinces qui les constituent sont beaucoup plus homogène aujourd'hui qu'avant 1991.

L'homogamie : tendances récentes dans les pays de l'ex-Yougoslavie

• *Snjezana Mrdjen*

L'analyse, de 1970 à 2014, de la nuptialité sur le territoire de l'ex-Yougoslavie met en évidence un fort déclin de la proportion des mariages (premiers mariages et remariages) conclus entre membres de groupes ethniques différents. Amorcé à partir de 1990 (année marquant l'éclatement politique du pays), le déclin concerne toutes les anciennes républiques et provinces autonomes yougoslaves à l'exception du Monténégro jusqu'en 2005.

Si la Voïvodine, malgré la tendance à la baisse, compte encore environ 19 % de mariages exogames, le Kosovo n'en totalise plus que 5 %, le changement le plus important étant intervenu en Croatie où la part des mariages interethniques a chuté de 19 % à 9 %, en relation avec une très forte modification de la structure ethnique de la population et du changement de comportement du groupe croate majoritaire.

D'une manière générale, si les comportements des hommes et des femmes quant aux mariages interethniques sont très proches, l'endogamie est néanmoins plus marquée chez les femmes. C'est au Monténégro que l'écart des taux d'endogamie selon le sexe est le plus important, mais ce sont les femmes albanaises et les femmes musulmanes/bosniaques (après 1990) qui s'avèrent les plus endogames sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

Migrations internes et urbanisation en Albanie : de l'équilibre régional imposé à la métropole inéluctable

•Alain Jarne, Martin Schuler

La profonde mutation de l'espace albanais consécutive à l'ouverture en 1991 se traduit par le développement soutenu de l'aire métropolitaine Tirana-Durrës et la perte de vitalité de la quasi-totalité du reste du territoire albanais. Le caractère sans doute unique dans le contexte balkanique des dynamiques récentes du peuplement en Albanie plonge ses racines dans ses singularités en termes démographiques, mais aussi dans la politique de développement territorial appliquée durant un demi-siècle par le pouvoir communiste. Ainsi, avec une natalité très élevée, une mortalité faible, un gel des migrations internationales et un strict contrôle des migrations intérieures et de l'urbanisation, l'Albanie se présente-t-elle en fin de XXe siècle avec une population presque triplée depuis la guerre, mais toujours rurale dans sa majorité. Le premier recensement réalisé dans l'Albanie postcommuniste en 2001 permet de comprendre les mutations dramatiques consécutives à l'ouverture du pays : rupture brutale entraînant un exode massif vers les villes (Tirana en particulier) et vers l'étranger (la Grèce et l'Italie) et baisse tardive, mais significative, de la natalité. Le deuxième recensement (2011) met quant à lui en évidence celles des tendances qui s'inscrivent dans la durée et autorise ainsi un discours sur les perspectives à plus long terme : métropolisation de l'aire Tirana-Durrës, relative perte de substance du reste du tissu urbain, large déprise rurale. Cette différenciation profonde du territoire national est un enjeu majeur auquel l'Albanie s'efforce de répondre, comme en témoigne l'adoption récente par le Parlement d'une réforme territoriale importante. Cette contribution propose, après la mise en exergue de ses spécificités, un décryptage des évolutions et basculements dans l'organisation et les dynamiques de l'espace albanais, en particulier dans les dernières années.

Le peuplement de la Croatie : tendances lourdes et perspectives

Snjezana Mrdjen

Au début des années 1980, la transition démographique s'achève en Croatie. Les évolutions démographiques amorcées dans les années 1960 - déclin de la natalité, exode rural et émigration à l'étranger - se sont traduites par une baisse générale de la population, le dépeuplement d'une grande majorité du territoire croate et la concentration très forte de la population dans quelques grandes villes seulement. Dans les territoires les plus affectés par ces changements, le processus s'est intensifié avec la guerre (1991-1995), les départs massifs ayant conduit à la désertification de pans entiers du territoire.

La première partie de ce travail consiste en une analyse de l'évolution démographique passée (croissance, solde naturel, solde migratoire, vieillissement, densité) de l'espace croate selon un découpage villes/municipalités. La deuxième partie est un essai de typologie distinguant les régions selon leur vitalité démographique, l'accent étant mis sur les situations les plus extrêmes.

Les données utilisées proviennent du Bureau central des statistiques de Croatie (Croatat) : recensements et état-civil. L'analyse requérant de raisonner à nombre et délimitation territoriale constante des villes/municipalités et à définition comparable de la population totale (avec ou sans les personnes séjournant plus d'un an à l'étranger), les calculs ont été menés sur la base des données des seuls trois derniers recensements de 1991, 2001, et 2011.

La population des îles de la Grèce •

Pierre Sintès

Longtemps caractérisées par un déclin au profit du continent, cause d'un exode massif de leur population, les îles grecques paraissent aujourd'hui tirer avantage de ce passé migratoire qui leur permet de faire plus facilement face aux nouveaux fonctionnements humains du monde globalisé.

Le désenclavement concerne indubitablement aujourd'hui les îles de la Grèce. Depuis le recensement de 1981, la population des îles connaît l'augmentation, au point d'avoir en 2001 quasiment rattrapé les pertes subies depuis la guerre. Cet accroissement est cependant très différencié entre les îles : celles de l'Égée du Sud, dont l'accroissement global est plus que significatif, et celles du Nord, plus grandes mais qui connaissent un accroissement inférieur à la moyenne. Globalement, la densité moyenne dans les îles s'est relevée alors qu'elle décroissait dans les décennies précédentes.

Les îles et leurs sociétés sont aujourd'hui profondément marquées par une fonction nouvelle pour elles de *pleasureperiferies*. Celle-ci participe pour beaucoup de leur attractivité permanente ou saisonnière exercée autant sur les nombreux touristes que sur les nouveaux résidents ou encore les migrants économiques, très souvent originaires des Balkans.

L'installation de migrants - étrangers actifs et retraités, anciens émigrants grecs de retour, résidents secondaires grecs - participe au dynamisme économique des îles, mais leur présence conduit à l'accroissement de la pression sur les paysages et pousse à questionner la durabilité d'un tel processus.

Les nouveaux Balkans face à la postmodernité politique •

Slobodan Milacic

Il s'agit ici d'un panorama des Balkans en transition vers un nouveau destin des « États de droit - démocratiques », peuplés des mêmes populations qu'avant les événements de 1989 mais restructurés politiquement en nouveaux États, juridiquement souverains et profilés par les nouveaux régimes - de transition ou de consolidation - démocratique. Ces nouveaux États, tous désireux d'intégrer la communauté européenne continuent de faire face à de nombreux défis : faiblesse de la règle de droit, « captation d'état » et polarisation politique rendant plus difficile la poursuite des réformes de base, médias bridés et sociétés civiles émergentes ne pouvant pas jouer leur rôle de contrepoids, sans oublier un ethno-nationalisme qui freine souvent la souveraineté et la construction d'un État fort, avec un équilibre délicat entre droits des minorités et cohésion nationale (Kosovo, FYROM, Bosnie-et-Herzégovine), la recherche difficile d'une identité nationale (FYROM), la souveraineté limitée (Kosovo), l'absence d'un état fonctionnel parlant d'une seule voix (Bosnie-et-Herzégovine).

La question de la « cohabitation » entre la liberté juridique et la démocratie politique dans les Balkans fait émerger un double paradoxe. Pour les pays de la région, d'une part : la création d'une région démocratisée et son intégration dans le nouveau contexte international passe forcément par l'intégration des Balkans occidentaux dans la Communauté européenne, intégration qui présuppose le transfert d'éléments de souveraineté nationale des pays candidats, alors que la plupart de ceux-ci sont en train de construire un État. Pour la Communauté européenne, d'autre part, qui est en train d'aider à la construction d'États dont elle recevra un jour les compétences.

Les Balkans occidentaux et leur intégration européenne

Jean-François Drevet

Ayant tiré les leçons de leur impuissance pendant les guerres des années 1990, les États membres et les institutions communautaires ont jugé nécessaire d'ouvrir une perspective européenne aux pays des Balkans occidentaux, en dépit de leur morcellement territorial, dès que seraient respectés les critères de l'adhésion. En 2000, en les qualifiant de « candidats potentiels », le président de la Commission Romano Prodi a voulu éviter que le principe de leur adhésion ne soit ultérieurement contesté, comme c'est le cas de certains pays du partenariat oriental.

Du fait de la renonciation de l'Islande et de la dérive vers la dictature de la Turquie, le processus d'adhésion se concentre désormais sur les Balkans occidentaux, avec deux pays en cours de négociation, le Monténégro et la Serbie, en attendant les autres, qui ne disposent pas encore d'une capacité administrative en rapport avec les nombreuses obligations de l'adhésion. Par ailleurs, la transition vers l'économie de marché est longue et laborieuse : les niveaux de vie restent bas et les taux de chômage élevés. Enfin, la vie politique y est parfois chaotique et encore entravée par la persistance de tensions ethniques.

Cependant, avec les adhésions, prendra fin le cycle initié au début du 20^e siècle par la destruction des empires ottoman puis austro-hongrois, qui a conduit cette partie du monde dans un processus d'éclatements successifs. Le retard culturel, social et économique, qui avait favorisé l'émergence d'un nationalisme de moins en moins compatible avec des constructions pluriethniques imposées d'en haut, prendra fin. L'objectif est que l'Union européenne aide à surmonter ce décalage et parvienne enfin à assurer une stabilité durable à cette partie du monde.

Gestion de l'eau dans un contexte de peuplement inégal de l'espace

Alexandre Taithe

Bien qu'il ne couvre pas tous les aspects de la gestion de l'eau, le rapport villes-campagnes en est un des éléments les plus structurants. Ainsi les usages agricoles de la ressource s'avèrent être un déterminant essentiel des politiques de l'eau. Pour sa part, la démographie est au cœur des péréquations financières complexes entre zones rurales et urbaines, qui s'illustrent par les différentes tarifications de l'eau.

Dans les Balkans, comme ailleurs, la mobilisation de l'eau agricole a acquis une dimension stratégique interne, les mauvaises perspectives d'emploi dans les zones urbaines incitant souvent les États centraux à favoriser des politiques agricoles ambitieuses pour fixer la population rurale et préserver au mieux la stabilité politique et sociale. Les usages énergétiques (hydroélectricité notamment) jouent dans le même sens.

La tarification de l'eau reflète la prise en compte des différentes densités de population. Sans péréquation et solidarité financière entre usagers, la mise en réseaux (eau, assainissement) des zones à faible densité serait inaccessible à leurs habitants. Cependant, l'intégration progressive à l'Union européenne des pays des Balkans les contraindra à la mise aux normes progressive du recueil et du traitement des eaux usées, dont le coût pourrait conduire à un doublement du prix de l'eau dans les 15 à 20 prochaines années (à l'image de la France entre 1990 et 2006). Qu'en sera-t-il alors des solidarités financières entre les différentes zones des États, une forte densité permettant de mieux répartir l'investissement et les coûts de fonctionnement.

Le cheminement de l'eau d'amont en aval s'accompagne, dans le même esprit, de nombreuses péréquations liées directement et indirectement aux densités de populations (prise en compte dans la facture d'eau du désagrément causé par la présence d'un barrage à proximité, ou de la pollution résiduelle causée par la une ville en amont).